

La gestion des risques d'inondation

Dossier de la rédaction de H2o
August 2014

Le ministère de

l'écologie, du développement durable et de l'énergie actualise les données sur la politique nationale de gestion des risques d'inondation.

Au sommaire du dossier : La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) ; La première évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) en 2011 ; Les territoires à risque important d'inondation (TRI) ; Les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) ; Les stratégies locales ; Labellisation des projets "PAPI" et des opérations de restauration des endiguements "PSR".

La France est

particulièrement exposée aux risques naturels d'inondation : la tempête Xynthia, dans la nuit du 27 au 28 février 2010 et les inondations du Var du printemps 2010, la succession d'intempéries et d'inondations au printemps 2013, au début et à l'été 2014, l'ont dramatiquement rappelé.

Pouvant mettre en péril du jour au lendemain l'économie de tout un territoire, ces risques d'inondation sont en constante augmentation : l'état de catastrophe naturelle a été déclaré pour 566 communes en hiver 2013-2014 contre 466 au printemps 2013. À des degrés divers, environ 19 000 communes sont ainsi soumises à ce risque qui a fait plus de 200 victimes et généré plus de 20 milliards d'euros de dommages entre 1982 et 2010. L'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) réalisée par l'État en 2012, à l'échelle du territoire national, révèle que près de 1 Français sur 4 et 1 emploi sur 3 sont aujourd'hui potentiellement exposés. Ces risques sont encore aggravés par les effets du changement climatique sur l'élévation du niveau moyen des mers et la multiplication possible des fortes tempêtes. Sur le territoire national, les dommages annuels moyens causés par les inondations sont évalués entre 650 à 800 millions d'euros. Ce coût annuel moyen pourrait être nettement plus important en cas d'aléa d'intensité exceptionnelle.

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation - Environnement France 10-07-2014